

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MACHAON

3 Avenue du 106ème Régiment d'Infanterie
51000 Châlons-en-Champagne

Références : D3i n° 2023-332
Code AIOT : 0005704963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2023 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne. L'inspection a été annoncée le 05/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACHAON
- 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005704963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n° 2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers, sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est implanté dans les anciens locaux de la société Air liquide dont l'activité a cessé en décembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des échéances à 6 mois de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/07/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Intervention des secours	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.1 et 7.2.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 05/07/2022, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Propreté du site et de ses alentours	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.3.1 et 3.1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Moyens d'intervention internes	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.1.4 et 7.2.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Annexe 5 + PAC janvier 2022	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Bâtiment de stockage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1.6.1, 1.6.2 et 7.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/07/2022, il a été demandé à l'exploitant de mettre en oeuvre des actions correctives dans des délais contraints afin de se conformer à la réglementation applicable au site.

A l'issue du dernier délai de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/07/2022, il apparaît qu'il existe toujours des non-conformités pour lesquelles il est nécessaire de contraindre l'exploitant à mettre en oeuvre de nouvelles actions correctives.

L'inspection des installations classées a convoqué l'exploitant à deux réunions en date du 20/03/2023 et du 17/04/2023, en présence du SDIS de la Marne, afin qu'un plan d'action soit mis en place pour résoudre la problématique des accès au site par les services de secours en cas d'incendie. Le plan d'action attendu fera prochainement l'objet d'une proposition à Monsieur le Préfet de la Marne d'un arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intervention des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.1 et 7.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 23/01/2023
Prescription contrôlée : <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services de secours [...] on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise œuvre.</p> <p>Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation [...] Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- largeur utile minimale: 3 mètres;- hauteur libre minimum: 3,5 mètres;- pente inférieure à 15%;- résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum;- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de S+15/R mètres est ajoutée; <p>chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.</p>
Constats : <p>Lors de la visite en date du 21/10/2022, l'inspection avait constaté que l'étude relative à la portance de la voie "engin" était en cours de réalisation. L'exploitant devait transmettre le rapport sous un délai d'un mois.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter le rapport d'étude de la portance de la voie engin.</p> <p>Par courrier en date du 24/02/2023, l'exploitant a transmis un rapport nommé "Diagnostic de voirie - Rapport de mission - version NRE3.M.046" en date du 08/02/2023.</p>

Le bureau d'étude a réalisé une auscultation des voiries par 5 carottages (profondeur: 1 m maxi) et des essais de déflexions selon la norme NF P 98-200-2 (camion simple essieu arrière lesté à 13 tonnes). L'interprétation est réalisée selon un découpage de 4 tronçons cartographiés en page 13. L'état de la chaussée a ainsi été qualifié de moyen pour les tronçons 2 et 4, et mauvais pour les tronçons 1 et 3. Il est noté que la chaussée présente des désordres de type faïençage, nids de poule et désenrobage; elle est qualifiée de chaussée fatiguée par le trafic avec un état de surface globalement dégradé.

Le bureau d'étude préconise une reprise de la structure de la chaussée actuelle. Il est conseillé un terrassement jusqu'au sol support à -60 cm et une remise à niveau par une structure saine et homogène à base de grave bitume.

L'étude conclue, que compte-tenu des résultats obtenus, il n'est pas possible de justifier la mise en station d'un engin de secours sur les voiries actuelles.

Dans son courrier en date du 24/02/2023, l'exploitant informe l'inspection qu'il attend une proposition d'une seconde entreprise sur l'étude du dossier, et qu'il enverra un planning pour la mise en place des délais et des actions correctives à réaliser.

A la lecture du rapport, il s'avère que la chaussée existante ne répond pas aux objectifs de résistance à la force portant calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu (engin de secours), conformément à l'article 7.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020. Aucun plan d'action ni aucun délai n'est annoncé par l'exploitant.

Proposition de l'inspection:

L'inspection a convoqué l'exploitant le 20/03/2023 et le 17/04/2023 afin qu'un plan d'action soit mis en place pour résoudre les problématiques relevées par l'étude.

Lors de la réunion du 17/04/2023, l'exploitant a présenté la mise en place de contre-mesures immédiates afin de réduire les risques d'incendie sur son site: le rebouchage du trou dans le mur de séparation CSR/stock, la prolongation du mur du stockage jusqu'à la toiture et la réduction de la quantité de déchets stockés par zone ainsi que la création d'une zone temporaire de 10 mètres sans déchet.

La mise en place du plan d'action attendu par l'inspection fera l'objet d'une prochaine proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.

Observations : /

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Propreté du site et de ses alentours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.3.1 et 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 23/01/2023
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, films plastiques, boues, déchets...</p>
Constats : <p>Le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence de morceaux de plastiques imputables à l'entreprise MACHAON sur l'espace public, ainsi que le long de son grillage où sont stationnés les véhicules du personnel..</p> <p>L'exploitant a mis en place une équipe en charge de l'entretien des espaces verts. L'inspection et le SDIS remarquent une nette amélioration des espaces verts du site et de ses voiries en terme de propreté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 28/11/2022
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p>
Constats : Précédemment, l'exploitant avait transmis à l'inspection les derniers rapports de vérifications périodiques effectués par un organisme de contrôle pour les bâtiments: <ul style="list-style-type: none">- maintenance et expéditions en date du 26/06/2022;- administratif et bâtiment production en date du 29/11/2021. <p>Plusieurs non-conformités avaient été relevées dans le rapport en date du 29/11/2021. L'exploitant n'étaient pas en capacité de fournir son plan d'action afin d'y remédier. Sous un délai d'un mois, l'exploitant devait communiquer à l'inspection un plan d'action en mentionnant les délais pour la mise en conformité.</p> <p>Par courrier en date du 24/11/2022, l'exploitant a informé l'inspection que plusieurs interventions sur les installations électriques avaient eu lieu. Le rapport de contrôle pour l'année 2022 était attendu pour attester de la diminution des non-conformités. De plus, l'exploitant a renforcé son équipe par l'embauche d'un électricien devant arriver au 05/12/2022. Il est également prévu</p>

l'embauche d'un nouveau Responsable Maintenance.
L'exploitant ne démontre pas la mise en conformité de ses installations électriques et ne s'engage pas à la réalisation de travaux sous les plus brefs délais conformément aux prescriptions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020.
<u>Proposition de l'inspection:</u> Sous un délai d'1 mois, l'exploitant devra se conformer aux prescriptions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020, et fournir à l'inspection un rapport de contrôle permettant d'apprécier la mise en place d'actions correctives.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens d'intervention internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.1.4 et 7.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel et mesures organisationnelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/11/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. Le personnel est formé à la manipulation du matériel d'extinction. L'exploitant procède à au moins un exercice incendie annuel afin d'éprouver sa capacité à réagir en termes de détection, d'alerte, d'évacuation, de première intervention de confinement des eaux d'extinction.
Constats : Par courrier en date du 24/11/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection la mise à jour de la procédure de gestion des incendies afin d'identifier les personnes présentes sur son site ainsi qu'une copie du protocole de sécurité aux entreprises de transport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Annexe 5 + PAC janvier 2022
Thème(s) : Risques accidentels, hauteur des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2022
Prescription contrôlée : <p>A l'annexe 5 est défini les hauteurs des stockages par zone et par bâtiment.</p> <p>Dans le cadre du Porter à connaissance de janvier 2022, certaines hauteurs sont augmentées.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite de l'inspection, il est constaté qu'un marquage de couleur noire est mis en place afin de s'assurer que le stockage de CSR ne dépasse pas les 3 mètres de hauteur prescrits à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-APC-134-IC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bâtiment de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1.6.1, 1.6.2 et 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Données sur les installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/01/2023
Prescription contrôlée : <p>Le bâtiment de stockage appelé "bâtiment expédition" par l'exploitant est destiné au stockage de matières et déchets solides (films à traiter et produits finis) selon l'étude de danger accompagnant le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2015.</p> <p>Les parois extérieures sont en béton et le mur séparatif entre les deux cellules existantes en béton est assimilé à un mur REI 120.</p> <p>En annexe 14 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2015 se trouve une note relative à la détermination des distances d'effets des flux thermiques par l'outil FLUMILOG.</p>
Constats : <p>Un porter à connaissance demandant la modification des conditions d'exploiter du bâtiment expédition a été déposé auprès du guichet unique de l'environnement le 17/10/2022.</p> <p>Celui-ci est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/07/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques:</p> <ul style="list-style-type: none"> - moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. - plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des risques par local (cf. article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020); - extincteurs en nombre suffisant, adaptés aux risques, compatibles avec matières stockées, visibles et accessibles; - robinets armés incendie (RIA) dans le bâtiment de production et le bâtiment de stockage; - 1 bouche incendie privée DN100 (60m/h pendant 2h); - 4 poteaux incendie publics implantés à moins de 200 mètres au plus du risque; <p>A défaut, une réserve d'eau au moins de 120 m3 est en place pour chaque capacité de 60 m3/h manquante.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Constats : Par courrier en date du 10/02/2023, et faisant suite à des échanges avec l'inspection dans le cadre de l'instruction du dernier Porter à connaissance, l'exploitant indique qu'après vérification de sa part, il manque 330 m3 d'eau pour un besoin total de 900 m3 en cas d'incendie.</p> <p>Une commande est passée pour l'achat de deux réserves souples (120 m3 et 240 m3).</p> <p>Après analyse de l'étude de portance de la voie engin, il s'avère que la réserve souple de 120 m3 existante n'est pas utilisable par les services de secours car il n'est pas possible de stationner un engin de secours. L'exploitation est donc déficitaire de 450 m3 d'eau.</p> <p>L'inspection constate le non-respect du 9è point de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/07/2022 qui prescrit que sous un délai de 3 mois, la société MACHAON doit disposer de 4 poteaux incendie publics implanté à moins de 200 mètres au plus du risque. A défaut, une réserve d'eau au moins de 120 m3 est en place pour chaque capacité de 60 m3/h manquante, conformément aux prescriptions de l'article 7.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020.</p> <p><u>Proposition de l'inspection:</u></p> <p>Lors de la réunion du 17/04/2023, l'exploitant a présenté un plan d'implantation de 2 réserves incendie. Un rendez-vous est convenu le 11/05/2023 avec les services du SDIS de la Marne et l'inspection pour effectuer la réception de celles-ci.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois